Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation, le 12 Octobre 2026

Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres de l'instance,

L'UNSA Éducation condamne fermement toutes les formes de violence : celles exercées contre les personnels lors de blocages, comme celles subies par des jeunes lors d'interventions souvent disproportionnées. Mais condamner ces violences ne doit pas évacuer les causes profondes de la mobilisation. En s'attardant sur la forme plutôt que sur le fond, la situation risque de dégénérer. Les inquiétudes exprimées par la jeunesse sur leurs conditions d'étude, le manque de moyens et leur avenir méritent d'être entendues avec gravité.

Cette surdité institutionnelle pose une question centrale : quelle place accorde-t-on aujourd'hui aux corps intermédiaires ? Le mouvement des Gilets jaunes aurait dû nous l'apprendre : ignorer les colères accumulées conduit inévitablement à la rupture. Les organisations syndicales ne sont pas des freins au dialogue ; elles portent la réalité du terrain et permettent de chercher des réponses avant que la crise n'éclate. Pourtant, lorsque nos alertes répétées restent sans suite, le dialogue social s'use et la confiance s'effrite. Ce dialogue ne peut être une simple formalité.

Cette exaspération s'enracine dans le quotidien de nos écoles et établissements. Les nombreuses fiches SST qui nous remontent en témoignent : les violences vécues par les personnels ne sont ni anecdotiques, ni isolées. Elles sont documentées et répétées. L'employeur a l'obligation légale de protéger ses agents ; or, force est de constater que cette protection n'est pas souvent au rendez-vous. Nous exigeons que chaque signalement déclenche une réponse rapide, un accompagnement réel et des moyens humains et financiers pérennes.

Sur la question du bâti scolaire, nous saluons l'état des lieux conduit par M. Royer sur la vulnérabilité climatique des bâtiments scolaires. C'est un diagnostic indispensable, mais il ne servira à rien sans calendrier d'exécution ni financements dédiés. Des dispositifs ponctuels de rafraîchissement ne sauraient tenir lieu de politique durable : l'urgence impose un véritable plan d'isolation, de ventilation et de rénovation pour garantir à tous des conditions d'accueil dignes et sécurisées.

À ces conditions d’exercice dégradées s’ajoute un profond sentiment de déclassement et de mépris. Le gel persistant du point d’indice, couplé à l’inflation, ampute durablement le pouvoir d’achat de tous les agents. Les enseignants, comme l'ensemble des personnels, ont le sentiment **amer** de ne plus être reconnus à la hauteur de leur investissement et de leurs missions. On leur en demande toujours plus avec toujours moins de considération.

Nous savons bien que cette instance ne dispose pas, à elle seule, de tous les arbitrages budgétaires. En revanche, son rôle est d’assumer sa responsabilité : relayer fidèlement la colère et la réalité vécue par le terrain auprès des autorités décisionnaires.

Nos constats ne doivent plus rester enfermés dans un procès-verbal. Nous attendons des actes, un suivi précis et des réponses concrètes. C’est à cette seule condition que le dialogue social retrouvera toute sa crédibilité.

Merci de votre écoute

Valéry Lamoure et Isabelle Carré